

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42743]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéa 1^{er}, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les articles 4, 5, § 3, 11, 19, § 1^{er}, alinéa 2, et 20, alinéa 2 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° activité agricole : l'activité agricole au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, dénommé ci-après « l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 » ;

2° arbres isolés : les arbres isolés au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° arbres proches : les arbres proches au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

4° arbustes et buissons isolés : les arbustes et buissons isolés au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

5° BCAE : les bonnes conditions agricoles et environnementales des terres, visées aux articles 12 et 13 et énumérées à l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

6° bordures de champs : les bordures de champs au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

7° bosquets : les bosquets au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

8° charge en bétail : le nombre d'UGB par unité de mesure de superficie ;

9° cultures permanentes : les cultures permanentes au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

10° demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13°, du Code wallon de l'Agriculture ;

11° ERMG : les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'article 12 et énumérées à l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

12° haies et les arbres alignés : les haies et les arbres alignés au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 24°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

13° mares : les mares au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 26°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

14° prairies : toute surface agricole déclarée au système intégré de gestion et de contrôle comme prairie permanente, prairie temporaire à vocation à devenir permanente ou arboriculture fruitière de hautes-tiges de cinquante à deux-cent cinquante arbres par hectare, à l'exception des parcours destinés aux porcins et aux volailles ;

15° prairies permanentes : les prairies permanentes au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

16° structure écologique principale : la structure écologique principale visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

17° surface fourragère : la surface fourragère déterminée conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique.

CHAPITRE 2. — *Cahiers des charges et montants de l'aide aux éco-régimes*Section 1^{ère}. — Éco-régime « couverture longue du sol »

Art. 2. § 1^{er}. Une aide annuelle dont les montants sont fixés comme suit est octroyée pour la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation aux agriculteurs qui s'engagent à respecter le cahier des charges visé à l'article 4 :

1° si la superficie cumulée des surfaces agricoles présentant une couverture végétale du sol est supérieure ou égale à $(70 + 0,1 \cdot X) \%$ et inférieure à $(80 + 0,1 \cdot X) \%$ de la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation, le montant de l'aide est de 15 euros par hectare ;

2° si la superficie cumulée des surfaces agricoles présentant une couverture végétale du sol est supérieure ou égale à $(80 + 0,1 \cdot X) \%$ et inférieure à $(90 + 0,05 \cdot X) \%$ de la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation, le montant de l'aide est de 30 euros par hectare ;

3° si la superficie cumulée des surfaces agricoles présentant une couverture végétale du sol est supérieure ou égale à $(90 + 0,05 \cdot X) \%$ de la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation, le montant de l'aide est de 45 euros par hectare.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les éléments suivants sont considérés comme des surfaces agricoles présentant une couverture végétale du sol :

1° les prairies permanentes ;

2° les terres arables présentant une culture ou une interculture développée ;

3° les cultures permanentes présentant une couverture végétale entre tous les rangs.

§ 2. Pour le calcul des pourcentages visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, « X » correspond à la proportion de la superficie totale des surfaces suivantes par rapport à la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation :

1° les prairies permanentes ;

2° les prairies temporaires ;

3° les prairies à vocation à devenir permanente ;

4° les parcelles couvertes d'une culture de trèfle (*Trifolium* spp.), de luzerne (*Medicago sativa*), de luzerne lupuline (*Medicago lupulina*), de lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) ou de sainfoin cultivé (*Onobrychis viciifolia*) ;

5° les parcelles consacrées à l'arboriculture fruitière de hautes-tiges de cinquante à deux-cent-cinquante arbres par hectare.

Les surfaces suivantes ne sont pas visées par l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les jachères herbacées ;

2° les parcelles de terres arables faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées » ou n° 7 « parcelles aménagées », conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

3° les bordures de champ, en ce compris les terres arables consacrées au respect de l'article D.33/3, alinéa 4, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau et les bandes anti-érosion visées à l'article 56, § 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement du 23 février 2023.

Art. 3. Conformément à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les montants visés à l'article 2, § 1^{er}, peuvent être adaptés dans les limites suivantes :

1° en ce qui concerne l'hypothèse visée à l'article 2, § 1^{er}, 1° :

a) 15 euros par hectare minimum ;

b) 40 euros par hectare maximum.

2° en ce qui concerne l'hypothèse visée à l'article 2, § 1^{er}, 2° :

a) 20 euros par hectare minimum ;

b) 55 euros par hectare maximum.

3° en ce qui concerne l'hypothèse visée à l'article 2, § 1^{er}, 3° :

a) 35 euros par hectare minimum ;

b) 80 euros par hectare maximum.

Art. 4. Le cahier des charges de l'éco-régime « couverture longue du sol » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° l'agriculteur s'engage entre le 1^{er} janvier et le 15 février inclus à maintenir une couverture végétale du sol sur une superficie de surfaces agricoles comprise dans l'une des proportions prévues à l'article 2 ;

2° entre le 1^{er} janvier et le 15 février inclus, l'activité agricole menée sur les parcelles faisant l'objet de l'engagement, est limitée au pâturage et à partir du 15 janvier inclus, à la destruction des végétaux strictement limitée à leur structure aérienne et sans aucun travail du sol ;

3° en 2023 et 2024, la destruction du couvert des intercultures par l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite jusqu'au 15 février inclus. A partir de 2025, la destruction du couvert des intercultures par l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite.

Art. 5. Conformément à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, sous peine d'irrecevabilité, la déclaration anticipée dans le cadre de l'éco-régime « couverture longue du sol » est introduite au plus tard le 15 décembre inclus via le formulaire de demande unique ou via le formulaire de demande d'aide anticipée disponibles sur le guichet informatisé consacré aux interventions relevant de la politique agricole commune, mis à disposition par l'administration telle que visée à l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 6. Conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes dans le cadre de l'éco-régime « couverture longue du sol » sont les suivantes, prévues à la partie 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 :

- 1° la BCAE 1 « mesure de sauvegarde générale contre la conversion vers d'autres usages agricoles afin de préserver les stocks de carbone » ;
- 2° l'ERMG 2 « protection des eaux contre la pollution par le nitrate à partir de sources agricoles » ;
- 3° la BCAE 5 « gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion » ;
- 4° la BCAE 6 « protection des sols pendant les périodes les plus sensibles ».

Section 2. — Éco-régime « cultures favorables à l'environnement »

Art. 7. § 1^{er}. Une aide annuelle dont le montant est fixé à 380 euros par hectare de surface engagée est octroyée aux agriculteurs qui exploitent des terres arables dans le respect du cahier des charges visé à l'article 8.

L'aide n'est pas octroyée pour une surface totale engagée de moins d'un hectare, calculée au niveau de l'exploitation.

L'aide n'est pas octroyée pour les parcelles de terre arable qui ont été converties à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant l'année d'introduction de la demande d'aide. L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle concernée. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

§ 2. Conformément à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être adapté dans les limites suivantes :

1° en ce qui concerne les cultures visées à l'article 8, § 2, 1°, 2° et 5° à 8° :

- a) 220 euros par hectare minimum ;
- b) 420 euros par hectare maximum ;

2° en ce qui concerne les cultures visées à l'article 8, § 2, 3° :

- a) 220 euros par hectare minimum ;
- b) 435 euros par hectare maximum ;

3° en ce qui concerne les cultures visées à l'article 8, § 2, 4° :

- a) 220 euros par hectare minimum ;
- b) 449 euros par hectare maximum.

Art. 8. § 1^{er}. Le cahier des charges de l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° sur chaque parcelle engagée, l'agriculteur procède à l'installation d'une culture répondant aux dispositions prévues aux paragraphes 2 à 4 ;

2° l'utilisation d'insecticides sur une parcelle engagée, en ce compris l'enrobage des semences, est interdite ;

3° dans le cas des cultures en mélanges, visées au paragraphe 2, 4°, aucune récolte n'est réalisée avant le 15 juin ;

4° en cas de fauche des cultures visées au paragraphe 2, 3°, c) à e), effectuée avant le 1^{er} octobre, une zone refuge non fauchée, présentant une superficie correspondant à 10 % au moins de la superficie de la parcelle, est maintenue jusqu'à la fauche suivante ;

5° dans le cas des cultures visées au paragraphe 2, 8°, l'agriculteur procède au semis après le 15 février.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5°, l'agriculteur peut procéder au semis de l'avoine de printemps (*Avena sativa* et *Avena nuda*) et de l'orge brassicole (*Hordeum vulgare*) à partir du 1^{er} décembre inclus de l'année précédant celle de l'introduction de la demande d'aide.

§ 2. Les cultures admissibles aux fins de la mise en œuvre de l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement » sont les suivantes :

1° la caméline (*Camelina sativa*) ;

2° le chanvre (*Cannabis sativa* subsp. *Sativa*) ;

3° les légumineuses fourragères suivantes, implantées en culture pure ou en mélange entre elles ou avec d'autres légumineuses ou avec des graminées :

- a) le lotier (*Lotus* spp.) ;
- b) le lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) ;
- c) la luzerne cultivée (*Medicago sativa*) ;
- d) la luzerne lupuline (*Medicago lupulina*) ;
- e) le sainfoin ou l'esparcette (*Onobrychis viciifolia*) ;
- f) la vesce (*Vicia* spp.) ;

4° les cultures en mélange ;

5° le quinoa (*Chenopodium quinoa*) ;

6° le sarrasin (*Fagopyrum esculentum*) ;

7° le tournesol (*Helianthus annuus*) ;

8° les céréales suivantes, implantées en culture pure ou en mélange entre elles : l'avoine de printemps (*Avena sativa* et *Avena nuda*), l'engrain (*Triticum monococcum*), l'épeautre de printemps (*Triticum spelta*), le froment de printemps (*Triticum aestivum*), le millet commun (*Panicum miliaceum*), l'orge de printemps (*Hordeum vulgare*), l'orge brassicole (*Hordeum vulgare*), le seigle de printemps (*Secale cereale*), le sorgho (*Sorghum bicolor*) et le triticale de printemps (*×Triticosecale*).

§ 3. Dans le cas d'un mélange de légumineuses fourragères et de graminées visé au paragraphe 2, 3°, le poids total des semences de légumineuses fourragères listées au paragraphe 2, 3°, correspond à plus de 50 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure. Le poids de leurs semences habituellement utilisé pour leur semis en culture pure est celui visé à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 2, 4°, les cultures en mélange admissibles sont les suivantes :

1° les mélanges comportant au moins une espèce de céréales et une espèce de légumineuses suivantes :

a) l'avoine (*Avena sativa*), l'épeautre (*Triticum spelta*), le froment (*Triticum aestivum*), l'orge (*Hordeum vulgare*), le seigle (*Secale cereale*) et le triticale (*×Triticosecale*) ;

b) la féverole (*Vicia faba*), la lentille (*Lens culinaris*), le pois protéagineux (*Pisum sativum*) et la vesce (*Vicia spp.*).

2° les mélanges de caméline (*Camelina sativa*) et de lentilles (*Lens culinaris*) ;

3° les mélanges composés d'au moins une espèce de céréale visée au 1°, a) et de caméline (*Camelina sativa*) et/ou de lentilles (*Lens culinaris*).

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, le poids total des semences des espèces de céréales et des espèces de légumineuses correspond respectivement à 50 % au moins et à 20 % au moins du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, le poids total des semences de lentilles (*Lens culinaris*) ou de caméline (*Camelina sativa*) correspond à 20 % au moins du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, les poids des semences de céréales, de légumineuses et de camélins (*Camelina sativa*) habituellement utilisés pour leur semis en culture pure sont ceux visés à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 5. Pour l'application de la présente section, l'admissibilité d'une culture est déterminée sur base du couvert en place le 31 mai.

Art. 9. Conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes dans le cadre de l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement » sont les suivantes, prévues à la partie 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 :

1° l'ERMG 1 « contrôle des sources diffuses de pollution par les phosphates » ;

2° l'ERMG 2 « protection des eaux contre la pollution par le nitrate à partir de sources agricoles » ;

3° la BCAE 4 « protection des cours d'eau contre la pollution et le ruissellement » ;

4° la BCAE 5 « gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion » ;

5° la BCAE 6 « protection des sols pendant les périodes les plus sensibles » ;

6° la BCAE 7 « préserver le potentiel des sols » ;

7° l'ERMG 7 « mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques » ;

8° l'ERMG 8 « utilisation des pesticides compatible avec le développement durable ».

Section 3. — Éco-régime « maillage écologique »

Art. 10. § 1^{er}. Une aide annuelle pour l'éco-régime « maillage écologique » de 450 euros par hectare est octroyée pour la surface environnementale totale de l'exploitation.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1^{er} est octroyée pour une surface environnementale ne dépassant pas 40 % de la surface agricole totale de l'exploitation.

§ 3. Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2, la surface environnementale d'une exploitation est obtenue en cumulant l'ensemble des éléments visés à l'article 11, § 1^{er}, répondant aux conditions cumulatives suivantes et auxquels sont appliqués des coefficients de conversion et, le cas échéant, de bonification :

1° ils respectent les exigences pertinentes du cahier des charges visé à l'article 12 ;

2° ils répondent aux exigences pertinentes de la ligne de base visées à l'article 13 ;

3° ils sont présents sur l'exploitation.

La liste des coefficients de conversion et de bonification figure à l'annexe 1.

Les coefficients de bonification sont appliqués aux éléments visés à l'article 11, § 1^{er}, 1° à 5°, situés entièrement ou partiellement au sein de la structure écologique principale.

§ 4. Conformément à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être adapté dans les limites suivantes :

1° 350 euros par hectare minimum ;

2° 550 euros par hectare maximum.

Art. 11. § 1^{er}. Les éléments pris en considération pour déterminer l'étendue de la surface environnementale de l'exploitation sont les suivants :

1° les jachères ;

2° les jachères mellifères ;

3° les particularités topographiques suivantes :

a) les haies et les arbres alignés ;

b) les arbres isolés ;

c) les arbres proches ;

d) les bosquets ;

e) les mares.

4° les arbustes et buissons isolés ;

5° les bordures de champs ;

6° les prairies désignées comme « prairies de liaison » (UG5) conformément à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

§ 2. Pour être prises en compte pour l'application de l'article 10, § 3, les particularités topographiques visées au paragraphe 1^{er}, 3°, ainsi que les arbustes et buissons isolés sont situés sur les surfaces agricoles de l'exploitation ou sur la mitoyenneté.

Pour l'application de l'article 10, § 3, les arbres isolés, les arbres proches, les arbustes et buissons isolés sont pris en compte à l'unité. Les haies et arbres alignés sont pris en compte par tranches de dix mètres.

§ 3. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 10, § 3, une mare :

1° présente une superficie comprise entre un et trente ares ;

2° est distante d'au moins six mètres de toute autre mare.

Dans le cas où une végétation ripicole borde une mare, une bande couverte de la végétation correspondante est prise en compte pour le calcul de la superficie de la mare, dans la limite prévue à l'alinéa 1^{er}, 1°. La bande de végétation ripicole peut être arborée.

Lorsque plus de dix mares sont présentes sur une exploitation, l'organisme payeur sollicite un avis auprès d'un expert désigné conformément à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques. L'expert identifie les mares pouvant être prises en compte aux fins de l'application de l'article 10, § 3, sur base de leur intérêt environnemental.

§ 4. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 10, § 3, les bordures de champs présentent une largeur minimale de six mètres. Elles sont prises en considération pour le calcul de l'étendue de la surface environnementale de l'exploitation à hauteur de vingt mètres de largeur au maximum.

Art. 12. Le cahier des charges de l'éco-régime « maillage écologique » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° les jachères sont maintenues du 15 février au 15 septembre inclus ;

2° lorsqu'une jachère mellifère est ensemencée au printemps, le couvert reste en place au moins sept mois à compter de la date du semis. Lorsqu'une jachère mellifère est ensemencée en automne, le couvert reste en place au moins jusqu'au 1^{er} octobre de l'année suivant le semis ;

3° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite à moins d'un mètre des pieds d'arbres isolés, d'arbres proches, de haies, d'arbres alignés, de bosquets et d'arbustes et de buissons isolés ;

4° en ce qui concerne les mares :

a) le labour à moins de six mètres de la mare est interdit ;

b) l'accès du bétail à moins de deux mètres de la mare est interdit ;

c) l'utilisation de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques à moins de douze mètres de la mare est interdite ;

d) l'introduction de déchets dans la mare est interdite ;

e) en cas d'envasement ou d'atterrissement, l'agriculteur procède au curage de la mare ;

5° les prairies visées à l'article 11, § 1^{er}, 6°, les jachères, les jachères mellifères et les bordures de champ ne sont pas utilisées à des fins de production agricole ;

6° lorsque la bordure de champ consiste en une bande anti-érosion au sens de l'article 56, § 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, celle-ci est maintenue au moins un mois à compter de la destruction de la culture adjacente. Si la culture adjacente est récoltée avant le 1^{er} juillet, la bande anti-érosion est maintenue au moins jusqu'au 31 juillet.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, b), un accès à la mare pour l'abreuvement du bétail peut être aménagé, à condition que la partie accessible à cet effet ne dépasse pas 25 % du périmètre de la mare.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5°, la coupe de la végétation herbacée pour le fourrage et le pâturage est autorisée à partir du 1^{er} avril sur les prairies visées à l'article 11, § 1^{er}, 6°, et du 1^{er} août au 15 novembre inclus sur les jachères, les jachères mellifères et les bordures de champ.

Art. 13. Conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes dans le cadre de l'éco-régime « maillage écologique » sont les suivantes, prévues à la partie 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 :

1° la BCAE 1 « mesure de sauvegarde générale contre la conversion vers d'autres usages agricoles afin de préserver les stocks de carbone » ;

2° la BCAE 2 « protection des sols riches en carbone » ;

3° l'ERMG 3 « conservation des oiseaux sauvages » ;

4° l'ERMG 4 « conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages » ;

5° la BCAE 8 « maintien des zones ou des éléments non productifs afin d'améliorer la biodiversité dans les exploitations agricoles » ;

6° la BCAE 9 « protection des habitats et des espèces ».

Section 4. — Éco-régime « maintien des prairies et réduction de la charge en bétail »

Art. 14. § 1^{er}. Une aide annuelle dont les montants sont fixés comme suit est octroyée pour la superficie totale de prairies de l'exploitation aux agriculteurs qui s'engagent à respecter le cahier des charges visé à l'article 17 :

- 1° une aide de base de 40 euros par hectare ;
- 2° une aide supplémentaire par hectare, basée sur la charge en bétail moyenne par hectare de surface fourragère et fixée comme suit :
 - a) 18 euros si la charge est supérieure à 2,8 et inférieure ou égale à 3 UGB ;
 - b) 28 euros si la charge est supérieure à 2,6 et inférieure ou égale à 2,8 UGB ;
 - c) 38 euros si la charge est supérieure à 2,4 et inférieure ou égale à 2,6 UGB ;
 - d) 48 euros si la charge est supérieure à 2,2 et inférieure ou égale à 2,4 UGB ;
 - e) 58 euros si la charge est supérieure à 2 et inférieure ou égale à 2,2 UGB ;
 - f) 68 euros si la charge est comprise entre 0,6 et 2 UGB inclus.

A partir du 1^{er} janvier 2025, aucune aide supplémentaire n'est octroyée en vertu de l'alinéa 1^{er}, 2°, a). A partir du 1^{er} janvier 2027, aucune aide supplémentaire n'est octroyée en vertu de l'alinéa 1^{er}, 2°, b).

§ 2. Si la charge en bétail moyenne est inférieure à 0,6 UGB par hectare de surface fourragère, l'aide de base et l'aide supplémentaire visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, f), sont octroyées seulement pour la superficie de prairies nécessaire pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare.

§ 3. L'aide n'est pas octroyée pour une surface de moins d'un hectare, calculée au niveau de l'exploitation.

Art. 15. Pour l'application des articles 14, 16 et 17, la charge en bétail moyenne est calculée conformément à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 16. Conformément à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les montants visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, peuvent être adaptés dans les limites suivantes :

- 1° en ce qui concerne l'aide de base : entre 36 et 80 euros ;
- 2° en ce qui concerne l'aide supplémentaire :
 - a) entre 16 et 20 euros si la charge est supérieure à 2,8 et inférieure ou égale à 3 UGB ;
 - b) entre 25 et 31 euros si la charge est supérieure à 2,6 et inférieure ou égale à 2,8 UGB ;
 - c) entre 34 et 42 euros si la charge est supérieure à 2,4 et inférieure ou égale à 2,6 UGB ;
 - d) entre 43 et 53 euros si la charge est supérieure à 2,2 et inférieure ou égale à 2,4 UGB ;
 - e) entre 52 et 64 euros si la charge est supérieure à 2 et inférieure ou égale à 2,2 UGB ;
 - f) entre 61 et 75 euros si la charge est comprise entre 0,6 et 2 UGB inclus.

Art. 17. Le cahier des charges de l'éco-régime « maintien des prairies et réduction de la charge en bétail » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

- 1° au moins 80 % de la superficie cumulée des parcelles qui l'année précédente correspondaient à des prairies doivent avoir été maintenus l'année d'introduction de la demande d'aide ;
- 2° en ce qui concerne l'aide supplémentaire prévue à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, l'utilisation d'engrais organiques ou de tout autre amendement organique autres que ceux produits par les animaux ayant servi à calculer la charge en bétail est interdite sur les prairies admissibles ;
- 3° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite sur les prairies admissibles ;
- 4° en ce qui concerne l'aide supplémentaire prévue à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, la présence d'animaux ne répondant pas aux exigences prévues à l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 sur les prairies admissibles de l'exploitation est interdite.

Les prairies suivantes ne sont pas prises en compte pour le calcul du pourcentage visé à l'alinéa 1^{er}, 1° :

- 1° les prairies concernées par l'interdiction prévue à l'article 47 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;
- 2° les prairies désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « bandes extensives » (UG 4), « prairies de liaison » (UG 5), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) par l'article 2, 2° à 5°, 14° et 15°, respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2° et 4°, l'utilisation d'engrais organiques ou de tout autre amendement organique autre que ceux produits par les animaux ayant servi à établir la charge en bétail est autorisée sur les prairies admissibles sur lesquelles aucun engrais minéral n'est utilisé et pour autant que le taux de liaison au sol de l'exploitation tel que défini dans le livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau soit inférieur ou égal à 0,6.

Art. 18. Conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes dans le cadre de l'éco-régime « maintien des prairies et réduction de la charge en bétail » sont les suivantes, prévues à la partie 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 :

- 1° la BCAE 1 « mesure de sauvegarde générale contre la conversion vers d'autres usages agricoles afin de préserver les stocks de carbone » ;
- 2° la BCAE 2 « protection des sols riches en carbone » ;
- 3° l'ERMG 1 « contrôle des sources diffuses de pollution par les phosphates » ;
- 4° l'ERMG 2 « protection des eaux contre la pollution par le nitrate à partir de sources agricoles » ;
- 5° l'ERMG 7 « mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques » ;
- 6° l'ERMG 8 « utilisation des pesticides compatible avec le développement durable » ;
- 7° la BCAE 9 « protection des habitats et des espèces ».

Section 5. — Éco-régime « réduction d'intrants »

Art. 19. § 1^{er}. Une aide annuelle dont le montant est fixé à 80 euros par hectare de surface engagée est octroyée aux agriculteurs qui exploitent des terres arables ou des cultures permanentes dans le respect du cahier des charges visé à l'article 20.

L'aide n'est pas octroyée pour les parcelles de cultures permanentes implantées de sapins de Noël et les parcelles de terres arables déclarées comme :

- 1° jachères ;
- 2° prairies temporaires ;
- 3° prairies à vocation à devenir permanente ;
- 4° culture de trèfle (*Trifolium* spp.), de luzerne (*Medicago sativa*), de luzerne lupuline (*Medicago lupulina*), de lotier corniculé (*Lotus corniculatus*), de sainfoin cultivé (*Onobrychis viciifolia*) ou de vesce (*Vicia* spp.) ;
- 5° toute autre surface composée d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées.

§ 2. L'aide n'est pas octroyée pour une surface totale engagée de moins d'un hectare, calculée au niveau de l'exploitation.

§ 3. Conformément à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être adapté dans les limites suivantes :

- 1° 16 euros par hectare minimum ;
- 2° 150 euros par hectare maximum.

Art. 20. Sur chaque parcelle de terres arables ou de cultures permanentes faisant l'objet de l'engagement, l'agriculteur s'engage à n'utiliser aucun des produits listés à l'annexe 2.

Un focus premier est mis sur les molécules qui ont un impact sur l'état des masses d'eau.

Art. 21. Conformément à l'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes dans le cadre de l'éco-régime « réduction d'intrants » sont les suivantes, prévues à la partie 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 :

- 1° la BCAA 4 « protection des cours d'eau contre la pollution et le ruissellement » ;
- 2° l'ERMG 7 « mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques » ;
- 3° l'ERMG 8 « utilisation des pesticides compatible avec le développement durable ».

CHAPITRE 3. — Disposition finale

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 1. Coefficients de conversion et de bonification pour la détermination de la surface environnementale

Eléments	Coefficients de conversion	Coefficient de pondération	Surface	Coefficients de bonification
Jachères (par mètre carré)	s.o.	1	1 m ²	s.o.
Jachères mellifères (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m ²	2
Particularités topographiques :				
Haies et arbres alignés (par mètre linéaire)	5	2	10 m ²	2
Arbres isolés (par arbre)	20	1,5	30 m ²	2
Arbres proches (par arbre)	20	1,5	30 m ²	2
Bosquets (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m ²	2
Mares (par mare)	400	15	6000 m ²	2
Arbustes et buissons isolés (par arbuste ou buisson)	5	2	10 m ²	2
Bordures de champs (par mètre carré)	s.o.	1,5	1,5 m ²	s.o.
Prairies permanentes désignées comme « prairies de liaison » (UG 5) (par mètre carré)	s.o.	0,4	0,4 m ²	s.o.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 2. Produits prohibés dans le cadre de l'éco-régime « réduction d'intrants »

- 1° Aclonifen ;
- 2° Benzovindiflupyr ;
- 3° Bifénox ;
- 4° Bromuconazole ;
- 5° Chlorotoluron ;
- 6° Cyperméthrine (avec exception pour la culture de colza en 2023)
- 7° Cyprodinil ;
- 8° Difénoconazole ;
- 9° Diflufenican ;
- 10° Dimoxystrobine ;
- 11° Emamectine ;
- 12° Esfenvalérate ;
- 13° Etoxazole ;
- 14° Fludioxonil ;
- 15° Flufénacet ;
- 16° Fluopicolide ;
- 17° Gamma-cyhalothrine ;
- 18° Hydroxyde de cuivre ;
- 19° Imazamox ;
- 20° Ipconazole ;
- 21° Lambda-cyhalothrine ;
- 22° Lénacile ;
- 23° MCPA ;
- 24° Metam (potassium et sodium) ;
- 25° Métazachlore (avec exception pour la culture de colza en 2023)
- 26° Metconazole ;
- 27° Méthoxyfénoside ;
- 28° Métribuzine ;
- 29° Metsulfuron-méthyle ;
- 30° Nicosulfuron ;
- 31° Oxamyl ;
- 32° Oxychlorure de cuivre ;
- 33° Paclobutrazol ;
- 34° Pendiméthaline ;
- 35° Pirimicarbe ;
- 36° Prochloraz ;
- 37° Propyzamide ;
- 38° Prosulfuron ;
- 39° S-Métolachlore ;
- 40° Sulcotrione ;
- 41° Tébuconazole ;
- 42° Tébufenpyrad ;
- 43° Tembotrione ;
- 44° Terbutylazine ;
- 45° Triallate ;
- 46° Zirame.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes.

Namur, le 23 février 2023.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42743]

23. FEBRUAR 2023 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D. 241, D.242 Absatz 1 und 2, D.243, D.249 Absatz 1 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen, Artikel 4 und 5 Paragraph 3, Artikel 11 und 19 Paragraph 1 Absatz 2 und Artikel 20 Absatz 2;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° landwirtschaftliche Tätigkeit: die landwirtschaftliche Tätigkeit im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität, nachstehend "Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023" genannt;

2° freistehende Bäume: die freistehenden Bäume im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

3° nahestehende Bäume: die nahestehenden Bäume im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

4° freistehende Sträucher und Büsche: die freistehenden Sträucher und Büsche im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

5° GLÖZ: der gute landwirtschaftliche und ökologische Zustand von Flächen gemäß Artikel 12 und 13 und aufgeführt in Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

6° Feldränder: die Feldränder im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

7° Haine: die Haine im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

8° Tierbesatz: die Anzahl GVE pro Flächenmaßeinheit;

9° Dauergrünland: Dauergrünland im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

10° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

11° GAB: die Grundanforderungen an die Betriebsführung gemäß Artikel 12 und aufgeführt in Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

12° Hecken und Baumreihen: die Hecken und Baumreihen im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

13° Tümpel: die Tümpel im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

14° Grünland: jede landwirtschaftliche Fläche, die im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem als Dauergrünland, als Wechselgrünland, das zu Dauergrünland werden soll, oder als hochstämmiger Obstbaumbestand mit fünfzig bis zweihundertfünfzig Bäumen pro Hektar angegeben wird, ausgenommen Ausläufe für Schweine und Geflügel;

15° Dauergrünland: Dauergrünland im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 35 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

16° ökologische Hauptstruktur: die ökologische Hauptstruktur gemäß Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 42 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

17° Futterfläche: die gemäß Artikel 18 Paragraph 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft bestimmte Futterfläche.

KAPITEL 2 — Lastenhefte und Beträge der Beihilfe für Öko-Regelungen

Abschnitt 1 — Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung"

Art. 2 - § 1. Eine jährliche Beihilfe mit folgenden festgelegten Beträgen wird für die gesamte Fläche landwirtschaftlich genutzter Flächen des Betriebs an Landwirte gewährt, die sich verpflichten, das in Artikel 4 genannte Lastenheft einzuhalten:

1° wenn die kumulierte Fläche landwirtschaftlich genutzter Flächen mit einer Pflanzendecke des Bodens mindestens $(70 + 0,1 \cdot X)$ % und weniger als $(80 + 0,1 \cdot X)$ % der Gesamtfläche landwirtschaftlicher Flächen des Betriebs beträgt, beläuft sich die Beihilfe auf 15 Euro pro Hektar;

2° wenn die kumulierte Fläche landwirtschaftlich genutzter Flächen mit einer Pflanzendecke des Bodens mindestens $(80 + 0,1 \cdot X)$ % und weniger als $(90 + 0,05 \cdot X)$ % der Gesamtfläche landwirtschaftlich genutzter Flächen des Betriebs beträgt, beläuft sich die Beihilfe auf 30 Euro pro Hektar;

3° wenn die kumulierte Fläche landwirtschaftlich genutzter Flächen mit einer Pflanzendecke des Bodens mindestens $(90 + 0,05 \cdot X)$ % der Gesamtfläche landwirtschaftlich genutzter Flächen des Betriebs beträgt, beläuft sich die Beihilfe auf 45 Euro pro Hektar.

Für die Anwendung von Absatz 1 gelten die folgenden Elemente als landwirtschaftliche Flächen mit einer Pflanzendecke des Bodens:

1° Dauergrünland;

2° Ackerland mit einer Kultur oder Zwischenkultur, die entwickelt ist;

3° Dauerkulturen, die zwischen allen Reihen eine Pflanzendecke aufweisen.

§ 2. Bei der Berechnung der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Prozentsätze entspricht "X" dem Anteil der Gesamtfläche der folgenden Flächen im Verhältnis zur Gesamtfläche landwirtschaftlich genutzter Flächen des Betriebs:

1° Dauergrünland;

2° Wechselgrünland;

3° Grünland, das zu Dauergrünland werden soll;

4° Parzellen, die mit einer Kultur von Klee (*Trifolium* spp.), Luzerne (*Medicago sativa*), Hopfenklee (*Medicago lupulina*), Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*) oder kultivierter Esparsette (*Onobrychis viciifolia*) bewachsen sind;

5° Parzellen, die dem Anbau von hochstämmigen Obstbäumen mit fünfzig bis zweihundertfünfzig Bäumen pro Hektar gewidmet sind.

Die folgenden Flächen fallen nicht unter die Anwendung von Absatz 1:

1° begraste Brachen;

2° Ackerlandparzellen, die in Anwendung von Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen Nr. 5 "begraste Wendeflächen" oder Nr. 7 "bepflanzte Parzellenstreifen" sind;

3° Feldränder, einschließlich Ackerland, das der Einhaltung von Artikel D.33/3 Absatz 4 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, gewidmet ist, und Erosionsschutzstreifen gemäß Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 des Erlasses der Regierung vom 23. Februar 2023.

Art. 3 - Gemäß Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen können die in Artikel 2 Paragraph 1 genannten Beträge innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

1° in Bezug auf die in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 1 genannte Hypothese:

a) mindestens 15 Euro pro Hektar;

b) höchstens 40 Euro pro Hektar.

2° in Bezug auf die in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 2 genannte Hypothese:

a) mindestens 20 Euro pro Hektar;

b) höchstens 55 Euro pro Hektar.

3° in Bezug auf die in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 3 genannte Hypothese:

a) mindestens 35 Euro pro Hektar;

b) höchstens 80 Euro pro Hektar.

Art. 4 - Das Lastenheft der Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" besteht aus den folgenden Anforderungen und Verboten:

1° der Landwirt verpflichtet sich zwischen dem 1. Januar und dem 15. Februar einschließlich, eine Pflanzendecke des Bodens auf einer Fläche landwirtschaftlich genutzter Flächen aufrechtzuerhalten, die in einer der in Artikel 2 vorgesehenen Portionen enthalten ist;

2° zwischen dem 1. Januar und dem 15. Februar einschließlich beschränkt sich die landwirtschaftliche Tätigkeit auf den Parzellen, die Gegenstand der Verpflichtung sind, auf die Beweidung und ab dem 15. Januar einschließlich auf die strikt auf die oberirdische Struktur beschränkte Vernichtung von Pflanzen ohne jegliche Bodenbearbeitung;

3° in den Jahren 2023 und 2024 ist die Vernichtung der Bodenbedeckung der Zwischenkulturen durch den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln bis zum 15. Februar einschließlich untersagt. Ab 2025 ist die Vernichtung der Bodenbedeckung der Zwischenkulturen durch den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln verboten.

Art. 5 - Gemäß Artikel 19 Paragraph 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen muss die vorzeitige Erklärung im Rahmen der Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" unter Androhung der Unzulässigkeit spätestens am 15. Dezember einschließlich über das Sammelantragsformular oder das Formular für den vorzeitigen Antrag auf Beihilfe eingereicht werden, die auf dem von der Verwaltung gemäß Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonisches Gesetzbuches über die Landwirtschaft bereitgestellten Onlineschalter für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zur Verfügung stehen.

Art. 6 - Gemäß Artikel 5 Paragraph 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen sind die Anforderungen der Grundanforderung, die unter die relevanten Regeln der Konditionalität im Rahmen der Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" fallen, die folgenden und sind in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen:

1° der GLÖZ 1 "allgemeine Bestimmung zum Schutz gegen die Umwandlung in andere landwirtschaftliche Nutzungen, um den Kohlenstoffbestand zu erhalten";

2° die GAB 2 "Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen";

3° der GLÖZ 5 "an die standortspezifischen Bedingungen angepasste Mindestpraktiken der Bodenbearbeitung zur Eindämmung der Erosion";

4° der GLÖZ 6 "Schutz der Böden in den sensibelsten Zeiten".

Abschnitt 2 — Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau"

Art. 7 - § 1. Eine jährliche Beihilfe, deren Höhe auf 380 Euro pro Hektar Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, festgelegt ist, wird Landwirten gewährt, die Ackerland unter Einhaltung des in Artikel 8 genannten Lastenhefts bewirtschaften.

Die Beihilfe wird für eine auf Betriebsebene berechnete Gesamtfläche von weniger als einem Hektar, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, nicht gewährt.

Die Beihilfe wird für Ackerlandparzellen, die innerhalb der letzten fünf Jahre vor dem Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags ausgehend von Dauergrünland umgewandelt wurden, nicht gewährt. Die Zahlstelle vergibt für jede betroffene Parzelle einen Informationscode. Der Informationscode wird den Landwirten mittels des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

§ 2. Gemäß Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen kann der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

1° in Bezug auf die in Artikel 8 Paragraph 2 Ziffer 1, 2 und 5 bis 8 genannten Kulturen:

a) mindestens 220 Euro pro Hektar;

b) höchstens 420 Euro pro Hektar;

2° in Bezug auf die in Artikel 8 Paragraph 2 Ziffer 3 genannten Kulturen:

a) mindestens 220 Euro pro Hektar;

b) höchstens 435 Euro pro Hektar;

3° in Bezug auf die in Artikel 8 Paragraph 2 Ziffer 4 genannten Kulturen:

a) mindestens 220 Euro pro Hektar;

b) höchstens 449 Euro pro Hektar.

Art. 8 - § 1. Das Lastenheft der Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau" besteht aus den folgenden Anforderungen und Verboten:

1° auf jeder Parzelle, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, legt der Landwirt eine Kultur an, die den in Paragraph 2 bis 4 genannten Bestimmungen entspricht;

2° der Einsatz von Insektiziden auf einer Parzelle, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, einschließlich von pilliertem Saatgut, ist untersagt;

3° im Falle von Mischkulturen gemäß Paragraph 2 Ziffer 4 wird keine Ernte vor dem 15. Juni durchgeführt;

4° werden die in Paragraph 2 Ziffer 3 Buchstabe c bis e genannten Kulturen vor dem 1. Oktober gemäht, so bleibt bis zur nächsten Mahd ein ungemähter Fluchstreifen mit einer Fläche von mindestens 10 % der Parzellenfläche erhalten;

5° im Falle der in Paragraph 2 Ziffer 8 genannten Kulturen nimmt der Landwirt die Aussaat nach dem 15. Februar vor.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 5 kann der Landwirt die Aussaat von Sommerhafer (*Avena sativa* und *Avena nuda*) und von Braugerste (*Hordeum vulgare*) ab dem 1. Dezember einschließlich des Jahres, das dem Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags vorausgeht, vornehmen.

§ 2. Die für die Anwendung der Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau" beihilfefähigen Kulturen sind die folgenden:

1° der Leindotter (*Camelina sativa*);

2° der Hanf (*Cannabis sativa* subsp. *Sativa*);

3° die folgenden Futterleguminosen, die in Reinkultur oder in Mischungen untereinander oder mit anderen Leguminosen oder mit Gräsern angebaut werden:

a) der Schotenklee (*Lotus* spp.);

b) der Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*);

c) die Luzerne (*Medicago sativa*);

d) der Hopfenklee (*Medicago lupulina*);

e) die Esparsette (*Onobrychis viciifolia*);

f) die Wicke (*Vicia* spp.);

- 4° die Mischkulturen;
- 5° die Quinoa (*Chenopodium quinoa*);
- 6° der Buchweizen (*Fagopyrum esculentum*);
- 7° die Sonnenblume (*Helianthus annuus*);

8° die folgenden Getreidearten, die in Reinkultur oder in Mischungen untereinander angebaut werden: Sommerhafer (*Avena sativa* und *Avena nuda*), Einkorn (*Triticum monococcum*), Sommerdinkel (*Triticum spelta*), Sommerweizen (*Triticum aestivum*), Rispenhirse (*Panicum miliaceum*), Sommergerste (*Hordeum vulgare*), Braugerste (*Hordeum vulgare*), Sommerroggen (*Secale cereale*), Sorghum (*Sorghum bicolor*) und Sommer-Triticale (×*Triticosecale*).

§ 3. Bei einer Mischung aus Futterleguminosen und Gräsern gemäß Paragraf 2 Ziffer 3 entspricht das Gesamtgewicht des Saatguts der in Paragraf 2 Ziffer 3 aufgelisteten Futterleguminosen mehr als 50 % des Gewichts, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendet wird. Das Gewicht ihres Saatguts, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendet wird, entspricht dem in Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannten Gewicht.

§ 4. Für die Anwendung von Paragraf 2 Ziffer 4 sind die beihilfefähigen Mischkulturen die folgenden:

1° Mischungen, die mindestens eine der folgenden Getreidearten und eine der folgenden Leguminosenarten umfassen:

a) Hafer (*Avena sativa*), Dinkel (*Triticum spelta*), Weizen (*Triticum aestivum*), Gerste (*Hordeum vulgare*), Roggen (*Secale cereale*) und Triticale (×*Triticosecale*);

b) die Ackerbohne (*Vicia faba*), die Linse (*Lens culinaris*), die Eiweißerbse (*Pisum sativum*) und die Wicke (*Vicia* spp.).

2° Mischungen aus Leindotter (*Camelina sativa*) und aus Linsen (*Lens culinaris*);

3° Mischungen, die mindestens aus einer Getreideart gemäß Ziffer 1 Buchstabe a und Leindotter (*Camelina sativa*) und/oder Linsen (*Lens culinaris*) bestehen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 entspricht das Gesamtgewicht des Saatguts der Getreidearten und der Leguminosenarten mindestens 50 % bzw. mindestens 20 % des Gewichts, das üblicherweise für deren Aussaat in Reinkultur verwendet wird.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 und 3 entspricht das Gesamtgewicht des Saatguts von Linsen (*Lens culinaris*) oder Leindotter (*Camelina sativa*) mindestens 20 % des Gewichts, das üblicherweise für deren Aussaat in Reinkultur verwendet wird.

Für die Anwendung der Absätze 2 und 3 ist das Gewicht des Saatguts von Getreide, Leguminosen und Leindotter (*Camelina sativa*), das üblicherweise für deren Aussaat in Reinkultur verwendet wird, das in Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Gewicht.

§ 5. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts wird die Beihilfefähigkeit einer Kultur auf der Grundlage der am 31. Mai vorhandenen Bodenbedeckung bestimmt.

Art. 9 - Gemäß Artikel 5 Paragraf 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen sind die Anforderungen der Grundanforderung, die unter die relevanten Regeln der Konditionalität im Rahmen der Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau" fallen, die folgenden und sind in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen:

- 1° die GAB 1 "Kontrolle diffuser Quellen der Verschmutzung durch Phosphat";
- 2° die GAB 2 "Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen";
- 3° der GLÖZ 4 "Schutz von Flussläufen vor Verunreinigung und Abfluss";
- 4° der GLÖZ 5 "an die standortspezifischen Bedingungen angepasste Mindestpraktiken der Bodenbearbeitung zur Eindämmung der Erosion";
- 5° der GLÖZ 6 "Schutz der Böden in den sensibelsten Zeiten";
- 6° der GLÖZ 7 "Erhaltung des Bodenpotenzials";
- 7° die GAB 7 "Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln";
- 8° die GAB 8 "nachhaltige Verwendung von Pestiziden".

Abschnitt 3 — Öko-Regelung "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk"

Art. 10 - § 1. Eine jährliche Beihilfe für die Öko-Regelung "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk" in Höhe von 450 Euro pro Hektar wird für die gesamte Umweltfläche des Betriebs gewährt.

§ 2. Die in Paragraf 1 genannte Beihilfe wird für eine Umweltfläche gewährt, die 40 % der gesamten landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs nicht überschreitet.

§ 3. Für die Anwendung der Paragraphen 1 und 2 ergibt sich die Umweltfläche eines Betriebs durch Kumulierung aller in Artikel 11 Paragraf 1 genannten Elemente, die die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen und auf die Umrechnungs- und gegebenenfalls Bonuskoeffizienten angewandt werden:

- 1° sie erfüllen die relevanten Anforderungen des in Artikel 12 genannten Lastenhefts;
- 2° sie erfüllen die in Artikel 13 genannten relevanten Anforderungen der Grundanforderung;
- 3° sie sind im Betrieb vorhanden.

Die Liste der Umrechnungs- und Bonuskoeffizienten ist in Anhang 1 aufgeführt.

Die Bonuskoeffizienten werden auf die in Artikel 11 Paragraf 1 Ziffer 1 bis 5 genannten Elemente angewandt, die sich ganz oder teilweise innerhalb der ökologischen Hauptstruktur befinden.

§ 4. Gemäß Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der in Paragraf 1 Absatz 1 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 350 Euro pro Hektar;
- 2° höchstens 550 Euro pro Hektar.

Art. 11 - § 1. Die Elemente, die bei der Bestimmung des Umfangs der Umweltfläche des Betriebs berücksichtigt werden, sind die folgenden:

- 1° Brachen;
- 2° für Honigpflanzen genutzte Brachen;
- 3° folgende Landschaftsmerkmale:
 - a) Hecken und Baumreihen;
 - b) freistehende Bäume;
 - c) nahestehende Bäume;
 - d) Haine;
 - e) Tümpel.
- 4° freistehende Sträucher und Büsche;
- 5° Feldränder;

6° Grünland, das gemäß Artikel 2 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, als "Verbindungswiese" (BE5) bestimmt wird.

§ 2. Um für die Anwendung von Artikel 10 Paragraph 3 berücksichtigt zu werden, befinden sich die in Paragraph 1 Ziffer 3 genannten Landschaftsmerkmale sowie die freistehenden Sträucher und Büsche auf den landwirtschaftlichen Flächen des Betriebs oder in der Grenzgemeinschaft.

Für die Anwendung von Artikel 10 Paragraph 3 werden freistehende Bäume, nahestehende Bäume, freistehende Sträucher und Büsche pro Einheit berücksichtigt. Hecken und Baumreihen werden in Zehn-Meter-Abschnitten berücksichtigt.

§ 3. Um für die Anwendung von Artikel 10 Paragraph 3 berücksichtigt zu werden, muss ein Tümpel:

- 1° eine Fläche zwischen einem und dreißig Ar aufweisen;
- 2° mindestens sechs Meter von jedem anderen Tümpel entfernt sein.

Falls ein Tümpel von Ufervegetation gesäumt wird, wird ein Streifen, der von der entsprechenden Vegetation bedeckt ist, bei der Berechnung der Fläche des Tümpels innerhalb der in Absatz 1 Ziffer 1 vorgesehenen Grenze berücksichtigt. Der Streifen mit Ufervegetation kann bewaldet werden.

Wenn in einem Betrieb mehr als zehn Tümpel vorhanden sind, holt die Zahlstelle ein Gutachten bei einem Sachverständigen ein, der gemäß Artikel 5 Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen bestimmt wird. Der Sachverständige ermittelt die Tümpel, die für die Zwecke der Anwendung von Artikel 10 Paragraph 3 auf der Grundlage ihres ökologischen Interesses berücksichtigt werden können.

§ 4. Um für die Anwendung von Artikel 10 Paragraph 3 berücksichtigt zu werden, weisen die Feldränder eine Breite von mindestens sechs Metern auf. Sie werden bei der Berechnung des Umfangs der Umweltfläche des Betriebs bis zu einer Breite von höchstens zwanzig Metern berücksichtigt.

Art. 12 - Das Lastenheft der Öko-Regelung "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk" besteht aus den folgenden Anforderungen und Verboten:

1° die Brachen werden vom 15. Februar bis zum 15. September einschließlich aufrechterhalten;

2° wenn eine für Honigpflanzen genutzte Brache im Frühjahr eingesät wird, bleibt die Bodenbedeckung mindestens sieben Monate ab dem Zeitpunkt der Aussaat erhalten. Wenn eine für Honigpflanzen genutzte Brache im Herbst eingesät wird, bleibt die Bodenbedeckung mindestens bis zum 1. Oktober des auf die Aussaat folgenden Jahres erhalten;

3° der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln ist im Abstand von weniger als einem Meter zu den Stämmen von freistehenden Bäumen, nahestehenden Bäumen, Hecken, Baumreihen, Hainen und freistehenden Sträuchern und Büschen verboten;

4° in Bezug auf Tümpel:

- a) ist das Pflügen in einem Abstand von weniger als sechs Metern zum Tümpel verboten;
- b) ist der Zugang von Vieh in einem Abstand von weniger als zwei Metern zum Tümpel verboten;
- c) ist die Verwendung von Düngemitteln und Pflanzenschutzmitteln in einem Abstand von weniger als zwölf Metern zum Tümpel verboten;
- d) ist das Einbringen von Abfällen in den Tümpel verboten;
- e) muss der Landwirt den Tümpel im Falle von Verschlammung oder Verlandung ausschlämmen;

5° das in Artikel 11 Paragraph 1 Ziffer 6 genannten Grünland, die Brachen, die für Honigpflanzen genutzten Brachen und die Feldränder werden nicht für die Zwecke der landwirtschaftlichen Erzeugung genutzt;

6° wenn der Feldrand aus einem Erosionsschutzstreifen im Sinne von Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 besteht, wird dieser mindestens einen Monat ab der Vernichtung der angrenzenden Kultur aufrechterhalten. Wird die angrenzende Kultur vor dem 1. Juli geerntet, so wird der Erosionsschutzstreifen mindestens bis zum 31. Juli aufrechterhalten.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe b darf ein Zugang zum Tümpel zum Tränken des Viehs eingerichtet werden, sofern der zu diesem Zweck zugängliche Teil nicht mehr als 25 % des Umfangs des Tümpels ausmacht.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 5 ist das Schneiden der krautigen Vegetation für Futter- und Weidezwecke ab dem 1. April auf dem in Artikel 11 Paragraph 1 Ziffer 6 genannten Grünland und vom 1. August bis zum 15. November einschließlich auf Brachen, auf für Honigpflanzen genutzten Brachen und auf Feldrändern erlaubt.

Art. 13 - Gemäß Artikel 5 Paragraph 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen sind die Anforderungen der Grundanforderung, die unter die relevanten Regeln der Konditionalität im Rahmen der Öko-Regelung "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk" fallen, die folgenden und sind in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen:

- 1° der GLÖZ 1 "allgemeine Bestimmung zum Schutz gegen die Umwandlung in andere landwirtschaftliche Nutzungen, um den Kohlenstoffbestand zu erhalten";
- 2° der GLÖZ 2 "Schutz kohlenstoffreicher Böden";
- 3° die GAB 3 "Erhaltung von wildlebenden Vogelarten";
- 4° die GAB 4 "Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen";
- 5° der GLÖZ 8 "Erhaltung nichtproduktiver Landschaftselemente und Flächen zur Verbesserung der Biodiversität innerhalb landwirtschaftlicher Betriebe";
- 6° der GLÖZ 9 "Erhaltung von Lebensräumen und Arten".

Abschnitt 4 — Öko-Regelung "Aufrechterhaltung des Grünlands und Verringerung des Tierbesatzes"

Art. 14 - § 1. Eine jährliche Beihilfe mit folgenden festgelegten Beträgen wird für die gesamte Grünlandfläche des Betriebs an Landwirte gewährt, die sich verpflichten, das in Artikel 17 genannte Lastenheft einzuhalten:

- 1° eine Grundstützung von 40 Euro pro Hektar;
- 2° eine zusätzliche Beihilfe pro Hektar, die sich nach dem durchschnittlichen Tierbesatz pro Hektar Futterfläche richtet und wie folgt festgelegt wird:
 - a) 18 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,8 und höchstens 3 GVE beträgt;
 - b) 28 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,6 und höchstens 2,8 GVE beträgt;
 - c) 38 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,4 und höchstens 2,6 GVE beträgt;
 - d) 48 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,2 und höchstens 2,4 GVE beträgt;
 - e) 58 Euro, wenn der Besatz mehr als 2 und höchstens 2,2 GVE beträgt;
 - f) 68 Euro, wenn der Besatz zwischen 0,6 und 2 GVE einschließlich liegt.

Ab dem 1. Januar 2025 wird keine zusätzliche Beihilfe gemäß Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a gewährt. Ab dem 1. Januar 2027 wird keine zusätzliche Beihilfe gemäß Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe b gewährt.

§ 2. Wenn der durchschnittliche Tierbesatz weniger als 0,6 GVE pro Hektar Futterfläche beträgt, werden die Grundstützung und die zusätzliche Beihilfe gemäß Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe f nur für die Grünlandfläche gewährt, die erforderlich ist, um den Tierbesatz auf 0,6 GVE pro Hektar zu erhöhen.

§ 3. Die Beihilfe wird für eine auf Betriebsebene berechnete Fläche von weniger als einem Hektar nicht gewährt.

Art. 15 - Für die Anwendung von Artikel 14, 16 und 17 wird der durchschnittliche Tierbesatz gemäß Artikel 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 berechnet.

Art. 16 - In Anwendung von Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen können die in Artikel 14 Absatz 1 genannten Beträge innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° in Bezug auf die Grundstützung: zwischen 36 und 80 Euro;
- 2° in Bezug auf die zusätzliche Beihilfe:
 - a) zwischen 16 und 20 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,8 und höchstens 3 GVE beträgt;
 - b) zwischen 25 und 31 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,6 und höchstens 2,8 GVE beträgt;
 - c) zwischen 34 und 42 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,4 und höchstens 2,6 GVE beträgt;
 - d) zwischen 43 und 53 Euro, wenn der Besatz mehr als 2,2 und höchstens 2,4 GVE beträgt;
 - e) zwischen 52 und 64 Euro, wenn der Besatz mehr als 2 und höchstens 2,2 GVE beträgt;
 - f) zwischen 61 und 75 Euro, wenn der Besatz zwischen 0,6 und 2 GVE einschließlich liegt.

Art. 17 - Das Lastenheft der Öko-Regelung "Aufrechterhaltung des Grünlands und Verringerung des Tierbesatzes" besteht aus den folgenden Anforderungen und Verboten:0}

1° mindestens 80 % der kumulierten Fläche der Parzellen, die im Vorjahr Grünland waren, müssen im Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags aufrechterhalten worden sein;

2° in Bezug auf die in Artikel 14 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 vorgesehene zusätzliche Beihilfe ist die Verwendung von organischen Düngemitteln oder anderen organischen Bodenverbesserungsmitteln auf beihilfefähigem Grünland verboten, außer denjenigen, die von den Tieren erzeugt wurden, die zur Berechnung des Tierbesatzes gedient haben;

3° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf beihilfefähigem Grünland verboten;

4° in Bezug auf die in Artikel 14 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 vorgesehene zusätzliche Beihilfe ist die Anwesenheit von Tieren, die nicht den in Artikel 28 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Anforderungen entsprechen, auf dem beihilfefähigen Grünland des Betriebs untersagt.

Das folgende Grünland wird bei der Berechnung des in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Prozentsatzes nicht berücksichtigt:

1° Grünland, das von dem in Artikel 47 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Verbot betroffen ist;

2° Grünland, das gemäß Artikel 2 Ziffer 2 bis 5 und 14 bzw. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen als "prioritärer offener Lebensraum" (BE 2), "Wiese als Lebensraum von Arten" (BE 3), "extensiver Streifen" (BE 4), "Verbindungswiese" (BE 5), "unter Schutz gestelltes Gebiet" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltetes Gebiet" (BE temp 2) bestimmt wird.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 2 und 4 ist die Verwendung von organischen Düngemitteln oder anderen organischen Bodenverbesserungsmitteln, die nicht von den Tieren erzeugt wurden, die zur Ermittlung des Tierbesatzes gedient haben, auf beihilfefähigem Grünland erlaubt, auf dem kein Mineraldünger verwendet wird, und sofern die Bodengebundenheit des Betriebs gemäß der Definition in Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch bildet, unter oder bei 0,6 liegt.

Art. 18 - Gemäß Artikel 5 Paragraph 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen sind die Anforderungen der Grundanforderung, die unter die relevanten Regeln der Konditionalität im Rahmen der Öko-Regelung "Aufrechterhaltung des Grünlands und Verringerung des Tierbesatzes" fallen, die folgenden und sind in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen:

- 1° der GLÖZ 1 "allgemeine Bestimmung zum Schutz gegen die Umwandlung in andere landwirtschaftliche Nutzungen, um den Kohlenstoffbestand zu erhalten";
- 2° der GLÖZ 2 "Schutz kohlenstoffreicher Böden";
- 3° die GAB 1 "Kontrolle diffuser Quellen der Verschmutzung durch Phosphate";
- 4° die GAB 2 "Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen";
- 5° die GAB 7 "Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln";
- 6° die GAB 8 "nachhaltige Verwendung von Pestiziden";
- 7° der GLÖZ 9 "Erhaltung von Lebensräumen und Arten".

Abschnitt 5 — Öko-Regelung "Verringerung der Einträge"

Art. 19 - § 1. Eine jährliche Beihilfe, deren Höhe auf 80 Euro pro Hektar Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, festgelegt ist, wird Landwirten gewährt, die Ackerland oder Dauerkulturen unter Einhaltung des in Artikel 20 genannten Lastenhefts bewirtschaften.

Die Beihilfe wird nicht gewährt für Parzellen mit Dauerkulturen, die mit Weihnachtsbäumen bepflanzt wurden, und für Ackerlandparzellen, die angegeben wurden als:

- 1° Brachen;
- 2° Wechselgrünland;
- 3° Grünland, das zu Dauergrünland werden soll;
- 4° Kulturen von Klee (*Trifolium* spp.), Luzerne (*Medicago sativa*), Hopfenklee (*Medicago lupulina*), Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*), kultivierter Esparsette (*Onobrychis viciifolia*) oder Wicke (*Vicia* spp.);
- 5° jede andere Fläche, die aus Gras oder anderen Grünfütterpflanzen besteht.

§ 2. Für eine auf Betriebsebene berechnete Gesamtfläche von weniger als einem Hektar, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, wird die Beihilfe nicht gewährt.

§ 3. Gemäß Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen kann der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 16 Euro pro Hektar;
- 2° höchstens 150 Euro pro Hektar.

Art. 20 - Der Landwirt verpflichtet sich, auf jeder Ackerlandparzelle oder Parzelle mit Dauerkulturen, die Gegenstand der Verpflichtung ist, keines der in Anhang 2 aufgelisteten Mittel einzusetzen.

Ein primärer Fokus wird auf Moleküle gelegt, die Auswirkungen auf den Zustand der Wasserkörper haben.

Art. 21 - Gemäß Artikel 5 Paragraph 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen sind die Anforderungen der Grundanforderung, die unter die relevanten Regeln der Konditionalität im Rahmen der Öko-Regelung "Verringerung der Einträge" fallen, die folgenden und sind in Teil 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen:

- 1° der GLÖZ 4 "Schutz von Flussläufen vor Verunreinigung und Abfluss";
- 2° die GAB 7 "Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln";
- 3° die GAB 8 "nachhaltige Verwendung von Pestiziden".

KAPITEL 3 — Schlussbestimmung

Art. 22 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Namur, den 23. Februar 2023

Anhang Nr. 1 - Umrechnungs- und Bonuskoeffizienten für die Bestimmung der Umweltfläche

Elemente		Umrechnungs- koeffizienten	Gewichtungsko- effizient	Fläche	Bonuskoeffizien- ten
Brachen (pro Quadratmeter)		n.r.	1	1 m ²	n.r.
Für Honigpflanzen genutzte Bra- chen (pro Quadratmeter)		s.o.	1,5	1,5 m ²	2
Landschaftsmerkmale:					
	Hecken und Baumreihen (pro laufendem Meter)	5	2	10 m ²	2
	Alleinstehende Bäume (pro Baum)	20	1,5	30 m ²	2
	Nahestehende Bäume (pro Baum)	20	1,5	30 m ²	2
	Haine (pro Qua- dratmeter)	n.r.	1,5	1,5 m ²	2
	Tümpel (pro Tümpel)	400	15	6000 m ²	2
Freistehende Sträucher und Büsche (pro Strauch oder Busch)		5	2	10 m ²	2
Feldränder (pro Quadratmeter)		n.r.	1,5	1,5 m ²	n.r.
Dauergrünland, das als "Verbin- dungswiese" (BE 5) (pro Quadrat- meter) bestimmt wird		n.r.	0,4	0,4 m ²	n.r.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

Anhang Nr. 2 - Im Rahmen der Öko-Regelung "Verringerung der Einträge" verbotene Mittel

- 1° Aclonifen;
- 2° Benzovindiflupyr;
- 3° Bifenox;
- 4° Bromuconazol;
- 5° Chlortoluron;
- 6° Cypermethrin (mit Ausnahme für den Anbau von Raps im Jahr 2023);
- 7° Cyprodinil;
- 8° Difenoconazol;
- 9° Diflufenican;
- 10° Dimoxystrobin;
- 11° Emamectin;
- 12° Esfenvalerat;
- 13° Etoxazol;
- 14° Fludioxonil;
- 15° Flufenacet;
- 16° Fluopicolide;
- 17° Gamma-cyhalothrin;
- 18° Kupferhydroxid;
- 19° Imazamox;
- 20° Ipconazol;
- 21° Lambda-Cyhalothrin;
- 22° Lenacil;
- 23° MCPA;
- 24° Metam (Kalium und Natrium);
- 25° Metazachlor (mit Ausnahme für den Anbau von Raps im Jahr 2023);
- 26° Metconazol;
- 27° Methoxyfenozid;
- 28° Metribuzin;
- 29° Metsulfuronmethyl;

30° Nicosulfuron;
 31° Oxamyl;
 32° Kupferoxychlorid;
 33° Paclobutrazol;
 34° Pendimethalin;
 35° Primicarb;
 36° Prochloraz;
 37° Propyzamid;
 38° Prosulfuron;
 39° S-Metolachlor;
 40° Sulcotrione;
 41° Tebuconazol;
 42° Tebufenpyrad;
 43° Tembotrione;
 44° Terbutylazin;
 45° Triallat;
 46° Ziram.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42743]

23 FEBRUARI 2023. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de Lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgaraantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D. 241, D.242, leden 1 en 2, D.243, D.249, lid 1, en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, inzonderheid op de artikelen 4, 5, § 3, 11, 19, § 1, lid 2, en 20, lid 2;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° landbouwactiviteit: de landbouwactiviteit in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit, hierna "het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023" genoemd;

2° geïsoleerde bomen: de geïsoleerde bomen in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

3° dichtstbijzijnde bomen: de dichtstbijzijnde bomen in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

4° geïsoleerde struiken en heesters: de geïsoleerde struiken en heesters in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

5° GLMC: de goede landbouw- en milieuconditie van grond bedoeld in de artikelen 12 en 13 en opgenomen in bijlage III van verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

6° akkerranden: de akkerranden in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

7° bosjes: de bosjes in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 11°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

8° veebezetting: het aantal grootvee-eenheden (GVE) per oppervlakte-eenheid ;

9° blijvende teelten: de blijvende teelten in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023

10° verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

11° RBE's: uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen bedoeld in artikel 12 en opgenomen in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

12° heggen en bomen in rij: de heggen en bomen in rij in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 24°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

13° vijvers: de vijvers in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 26°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

14° grasland: elk landbouwareaal dat in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem is aangegeven als blijvend grasland, tijdelijk grasland dat bestemd is om blijvend te worden of voor de productie van hoogstammige fruitbomen van vijftig tot tweehonderdvijftig bomen per hectare met uitzondering van weiden voor varkens en pluimvee;

15° blijvend grasland: het blijvend grasland in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 35°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

16° ecologische hoofdstructuur: de ecologische hoofdstructuur in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 42°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

17° voederareaal: het voederareaal vastgesteld overeenkomstig artikel 18, § 1 lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw.

HOOFDSTUK 2. — *Specificatie en bedragen van de steun voor ecoregelingen*

Afdeling 1. — Ecoregeling “langdurige bodembedekking”

Art. 2. § 1. Een jaarlijkse steun, waarvan de bedragen als volgt worden vastgesteld, wordt toegekend voor de totale oppervlakte landbouwarealen van het bedrijf aan landbouwers die zich ertoe verbinden de specificaties bedoeld in artikel 4 na te leven:

1° indien de gecumuleerde oppervlakte van de landbouwarealen met plantendekking groter is dan of gelijk aan $(70 + 0,1 \cdot X)$ % en kleiner dan $(80 + 0,1 \cdot X)$ % van de totale oppervlakte van de landbouwarealen van het bedrijf, bedraagt het steunbedrag 15 euro per hectare ;

2° indien de gecumuleerde oppervlakte van de landbouwarealen met een plantendek groter is dan of gelijk aan $(80 + 0,1 \cdot X)$ % en kleiner dan $(90 + 0,05X)$ % van de totale oppervlakte van de landbouwarealen van het bedrijf, bedraagt het steunbedrag 30 euro per hectare ;

2° indien de gecumuleerde oppervlakte van de landbouwarealen met een plantendek groter is dan of gelijk aan $(80 + 0,1 \cdot X)$ % en kleiner dan $(90 + 0,05X)$ % van de totale oppervlakte van de landbouwarealen van het bedrijf, bedraagt het steunbedrag 45 euro per hectare ;

Voor de toepassing van het eerste lid worden de volgende elementen als landbouwareaal met plantendek beschouwd:

1° blijvend grasland;

2° bouwland met een ontwikkelde teelt of tussenteelt;

3° blijvende teelten met plantendek tussen alle rijen.

§ 2. Voor de berekening van de percentages bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, stemt “X” overeen met het aandeel van de totale oppervlakte van de volgende arealen in de totale oppervlakte van de landbouwarealen van het bedrijf:

1° blijvend grasland;

2° tijdelijk grasland;

3° grasland dat bestemd is om blijvend te worden;

4° percelen met een gewas van klaver (*Trifolium* spp.), luzerne (*Medicago sativa*), hopklaver (*Medicago lupulina*), gewone rolklaver (*Lotus corniculatus*) of esparcette (*Onobrychis viciifolia*);

5° percelen die bestemd zijn voor de productie van hoogstammige fruitbomen van vijftig tot tweehonderdvijftig bomen.

De volgende arealen vallen niet onder de toepassing van het eerste lid:

1° grasachtige braakliggende gronden;

2° percelen bouwland waarvoor een verbintenis voor agromilieu- en klimaatmaatregelen nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden” of nr. 7 “ingerichte percelen” is aangegaan, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 3° en 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

3° de akkerranden, met inbegrip van bouwland dat is bestemd voor de naleving van artikel D.33/3, vierde lid, van boek II van het Wetboek van Leefmilieu dat het Waterwetboek inhoudt en de erosiebestrijdingsstroken bedoeld in artikel 56, § 2, 3°, van het besluit van de Regering van 23 februari 2023.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen kunnen de in artikel 2, § 1, bedoelde bedragen worden aangepast binnen de volgende grenzen:

1° voor de hypothese bedoeld in artikel 2, § 1, 1° :

a) minimum 15 euro per hectare ;

b) minimum 40 euro per hectare.

2° voor de hypothese bedoeld in artikel 2, § 1, 2° :

- a) minimum 20 euro per hectare ;
- b) maximum 55 euro per hectare.

3° voor de hypothese bedoeld in artikel 2, § 1, 3° :

- a) minimaal 35 euro per hectare ;
- b) maximum 80 euro per hectare.

Art. 4. De specificatie van de ecoregeling "langdurige bodembedekking" bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° de landbouwer verbindt zich ertoe om tussen 1 januari en 15 februari een plantendek in stand te houden op een oppervlakte landbouwarealen die in één van de in artikel 2 bepaalde verhoudingen valt ;

2° tussen 1 januari en 15 februari wordt de landbouwactiviteit op de percelen onder verbintenis beperkt tot begrazing en vanaf 15 januari tot de vernietiging van planten die strikt beperkt blijft tot hun bovengronds deel en zonder enige grondbewerking;

3° in 2023 en 2024 is de vernietiging van tussenteelten door het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden tot en met 15 februari. Vanaf 2025 is de vernietiging van de bedekking van tussenteelten door het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 19, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, moet de voorafgaande aangifte in het kader van de ecoregeling "langdurige bodembedekking", op straffe van niet-ontvankelijkheid, uiterlijk op 15 december worden ingediend via het enige aanvraagformulier of via het aanvraagformulier voor de vervroegde steun dat beschikbaar is op geïnformatiseerde loket voor interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld als bedoeld in artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, zijn de vereisten van de basislijn uit hoofde van de relevante regels van de conditionaliteit in het kader van de milieuregeling "langdurige bodembedekking", zoals bepaald in deel 3 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023, de volgende :

1° GLMC 1 "algemene waarborg tegen omschakeling naar andere landbouwtoepassingen met het oog op het behoud van de koolstofvoorraad";

2° RBE 2 "Bescherming van water tegen verontreinigingen met nitraten uit agrarische bronnen";

3° GLMC 5 "Minimaal grondbeheer op basis van de specifieke omstandigheden ter plaatse om erosie tegen te gaan";

4° GLMC 6 "Bescherming van bodems in de meest kwetsbare periodes".

Afdeling 2. — Ecoregeling "milieuvriendelijke gewassen"

Art. 7. § 1. Een jaarlijkse steun van 380 euro per hectare areaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die bouwland bewerken overeenkomstig de in artikel 8 bedoelde specificatie.

De steun wordt niet verleend voor een totaal areaal onder verbintenis van minder dan één hectare, berekend op bedrijfsniveau.

Er wordt geen steun toegekend voor percelen bouwland die in de vijf jaar vóór het jaar van indiening van de steunaanvraag van blijvend grasland zijn veranderd. Het betaalorgaan kent aan elk betrokken perceel een informatiecode toe. De informatiecode wordt aan de landbouwers meegedeeld door middel van het verzamelaaanvraagformulier.

§ 2. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen kan het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde bedrag worden aangepast binnen de volgende grenzen:

1° voor de teelten bedoeld in artikel 8, § 2, 1°, 2° en 5° tot 8° :

- a) minimum 220 euro per hectare ;
- b) maximum 420 euro per hectare.

2° voor de teelten bedoeld in artikel 8, § 2, 3°:

- a) minimum 220 euro per hectare ;
- b) maximum 435 euro per hectare.

3° voor de teelten bedoeld in artikel 8, § 2, 4°:

- a) minimum 220 euro per hectare ;
- b) maximum 449 euro per hectare.

Art. 8. § 1. De specificatie van de ecoregeling "milieuvriendelijke gewassen" bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° op elk perceel onder verbintenis plant de landbouwer een gewas overeenkomstig de bepalingen bedoeld in de paragrafen 2 tot 4;

2° het gebruik van insecticiden op een perceel onder verbintenis, inclusief de zaadcoating, is verboden;

3° in het geval van gemengde gewassen, bedoeld in § 2, 4°, wordt niet geoogst vóór 15 juni ;

4° bij het maaien van de gewassen bedoeld in § 2, 3°, c) tot en met e), uitgevoerd vóór 1 oktober, wordt een ongemaaid schuilgebied, overeenkomend met ten minste 10% van de oppervlakte van het perceel, aangehouden tot de volgende maaibeurt ;

5° in het geval van de gewassen bedoeld in paragraaf 2, 8°, zaait de landbouwer deze in na 15 februari.

In afwijking van het eerste lid, 5°, mag de landbouwer vanaf 1 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend, zomertarwe (*Avena sativa* en *Avena nuda*) en brouwgerst (*Hordeum vulgare*) inzaaien.

§ 2. De volgende gewassen komen in aanmerking voor de uitvoering van de ecoregeling "milieuvriendelijke gewassen":

1° de huttentut (*Camelina sativa*);

2° de hennep (*Cannabis sativa subsp. Sativa*);

3° de volgende voederleguminosen/vlinderbloemige groenvoedergewassen, aangeplant als zuivere teelt of gemengd met elkaar of met andere leguminosen of met grassen:

a) rolklaver (*Lotus spp.*);

b) gewone rolklaver (*Lotus corniculatus*);

c) gekweekte Luzerne (*Medicago sativa*);

d) hopklaver (*Medicago lupulina*);

e) escarpette (*Onobrychis viciifolia*);

f) wikke (*Vicia spp.*);

4° de gemengde gewassen;

5° quinoa (*Chenopodium quinoa*);

6° boekweit (*Fagopyrum esculentum*);

7° zonnebloem (*Helianthus annuus*);

8° de volgende granen, zuiver of gemengd aangeplant: zomerhaver (*Avena sativa* en *Avena nuda*), eenkoren (*Triticum monococcum*), spelt (*Triticum spelta*), gewone tarwe (*Triticum aestivum*), gierst (*Panicum miliaceum*), zomergerst (*Hordeum vulgare*), brouwergerst (*Hordeum vulgare*), zomergrogge (*Secale cereale*), sorghum (*Sorghum bicolor*) en zomertriticale (×*Triticosecale*).

§ 3. In het geval van een mengsel van voederleguminosen en grassen als bedoeld in paragraaf 2, 3°, is het totale gewicht van de zaden van voederleguminosen, vermeld in paragraaf 2, 3°, gelijk aan meer dan 50% van het gewicht dat gewoonlijk wordt gebruikt voor hun inzaai in zuivere teelt. Het gewicht van de zaden ervan dat gewoonlijk voor hun inzaai in zuivere teelt wordt gebruikt, is het gewicht bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2, 4°, zijn de in aanmerking komende gemengde gewassen de volgende:

1° mengsels bestaande uit ten minste één graansoort en één soort van de volgende peulgewassen:

a) haver (*Avena sativa*), spelt (*Triticum spelta*), gewone tarwe (*Triticum aestivum*), gerst (*Hordeum vulgare*), rogge (*Secale cereale*) en triticale (×*Triticosecale*);

b) tuinboom (*Vicia faba*), linze (*Lens culinaris*), erwt (*Pisum sativum*) en wikke (*Vicia spp.*).

2° mengsels van huttentut (*Camelina sativa*) en linzen (*Lens culinaris*);

3° mengsels bestaande uit ten minste één graansoort bedoeld in 1°, a) en camelina (*Camelina sativa*) en/of linzen (*Lens culinaris*).

Voor de toepassing van punt 1, 1°, moet het totale gewicht van het zaad van graansoorten en peulgewassen overeenkomen met respectievelijk ten minste 50% en 20% van het gewicht dat gewoonlijk wordt gebruikt voor de inzaai ervan in zuivere teelt.

Voor de toepassing van de punten 1, 2 en 3 moet het totale gewicht van het zaad van linzen (*Lens culinaris*) of huttentut (*Camelina sativa*) ten minste 20% bedragen van het gewicht dat gewoonlijk voor de inzaai in zuivere teelt wordt gebruikt.

Voor de toepassing van de leden 2 en 3 zijn de gewichten van de zaden van granen, peulgewassen en huttentut (*Camelina sativa*) die gewoonlijk voor hun inzaai in zuivere teelt worden gebruikt, de gewichten bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

§ 5. Voor de toepassing van deze afdeling wordt bepaald of een gewas voor steun in aanmerking komt op basis van de op 31 mei bestaande bedekking.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, zijn de vereisten van de basislijn uit hoofde van de relevante regels van de conditionaliteit in het kader van de milieuregeling "milieuvriendelijke gewassen", zoals bepaald in deel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, de volgende:

1° RBE 1 "Beheersing van diffuse bronnen van vervuiling door fosfaten";

2° RBE 2 "Bescherming van water tegen verontreinigingen met nitraten uit agrarische bronnen";

3° GLMC 4 "Bescherming van waterlopen tegen vervuiling en afvloeiing";

4° GLMC 5 "Minimaal grondbeheer op basis van de specifieke omstandigheden ter plaatse om erosie tegen te gaan";

5° GLMC 6 "Bescherming van bodems in de meest kwetsbare periodes";

6° GLMC 7 "Behoud van het bodempotentieel";

7° RBE 7 "Het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen";

8° RBE 8 "Duurzaam gebruik van pesticiden".

Afdeling 3. — Ecoregeling "ecologische vermazing"

Art. 10. § 1. Een jaarlijkse steun voor de ecoregeling "ecologische vermazing" van 450 euro per hectare wordt toegekend voor het totale milieureaal van het bedrijf.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde steun wordt toegekend voor een milieureaal dat niet groter is dan 40 % van de totale landbouwovervlakte van het bedrijf.

§ 3. Voor de toepassing van het eerste en tweede lid wordt het milieureaal van een bedrijf verkregen door alle elementen bedoeld in artikel 11, § 1, die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen en waarop omrekenings- en eventueel omrekeningscoëfficiënten worden toegepast, samen te voegen:

- 1° zij voldoen aan de relevante eisen van het bestek bedoeld in artikel 12 ;
- 2° zij voldoen aan de relevante eisen van de basislijn bedoeld in artikel 13;
- 3° zij zijn aanwezig op het bedrijf.

De lijst van omrekenings- en bonuscoëfficiënten is opgenomen in bijlage 1.

De bonuscoëfficiënten worden toegepast op de elementen bedoeld in artikel 11, § 1, 1° tot 5°, die zich geheel of gedeeltelijk binnen de ecologische hoofdstructuur bevinden.

§ 4. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 kan het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde bedrag worden aangepast binnen de volgende grenzen:

- 1° minimum 350 euro minimum per hectare;
- 2° maximum 55 euro per hectare.

Art. 11. § 1. De elementen die in aanmerking worden genomen om de omvang van het milieureaal van het bedrijf te bepalen zijn de volgende:

- 1° braakland;
- 2° braakland met drachtplanten;0}
- 3° de volgende landschapselementen:
 - a) heggen en bomen in rij;
 - b) geïsoleerde bomen;
 - c) dichtstbijzijnde bomen
 - e) bosjes;
 - e) vijvers.
- 4° geïsoleerde struiken en heesters;
- 5° akkerranden ;

6° de weiden aangewezen als “verbindingsweiden” (UG5) overeenkomstig artikel 2, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

§ 2. Om in aanmerking te worden genomen voor de toepassing van artikel 10, § 3, moeten de landschapselementen bedoeld in paragraaf 1, 3°, en de geïsoleerde struiken en heesters zich bevinden op de landbouwreale van het bedrijf of op de gemeenschappelijke gronden.

Voor de toepassing van artikel 10, § 3, worden geïsoleerde bomen, dichtstbijzijnde bomen, geïsoleerde struiken en heesters per eenheid in aanmerking genomen. Heggen en bomen in rij worden in stappen van tien meter in aanmerking genomen.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van artikel 10, § 3, moet een vijver:

- 1° een oppervlakte hebben van één tot dertig are ;
- 2° op een afstand van ten minste zes meter van een andere vijver liggen.

In het geval dat de oevervegetatie grenst aan een waterpoel, wordt voor de berekening van de oppervlakte van de vijver, binnen de in het eerste lid, 1°, bepaalde grens, een door de overeenkomstige vegetatie bedekte strook in aanmerking genomen. De strook oevervegetatie mag met bomen worden beplant.

Wanneer een landbouwbedrijf meer dan tien vijvers telt, wint het betaalorgaan het advies in van een deskundige, aangewezen overeenkomstig artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen. De deskundige identificeert de vijvers die in aanmerking kunnen worden genomen voor de toepassing van artikel 10, § 3, op basis van hun belang voor het milieu.

§ 4. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van artikel 10, § 3, moeten de akkerranden ten minste zes meter breed zijn. Zij worden in aanmerking genomen voor de berekening van de omvang van het milieureaal van het bedrijf tot een maximale breedte van twintig meter.

Art. 12. De specificatie van de ecoregeling “ecologische vermazing” bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° braaklegging wordt gehandhaafd van 15 februari tot en met 15 september;

2° wanneer een braakland met drachtplanten in het voorjaar wordt ingezaaid, blijft het plantendek aanwezig gedurende ten minste zeven maanden vanaf de datum van inzaai. Wanneer een braakland met drachtplanten in het najaar wordt ingezaaid, blijft het plantendek ten minste tot 1 oktober van het jaar volgend op de inzaai bestaan;

3° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden binnen een meter van de voet van geïsoleerde bomen, dichtstbijzijnde bomen, heggen, bomen in rij, bosjes en geïsoleerde struiken en heesters;

4° met betrekking tot vijvers:

- a) ploegen binnen zes meter van de vijver is verboden;
- b) de toegang van vee binnen twee meter van de vijver is verboden;
- c) het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen binnen twaalf meter van de vijver is verboden;
- d) het is verboden afval in de vijver te brengen;
- e) bij dicht- of aanslibbing moet de landbouwer de vijver ruimen;

5° het grasland bedoeld in artikel 11, § 1, 6°, het braakland, het braakland met drachtplanten en de akkerranden worden niet voor landbouwproductie gebruikt;

6° wanneer de akkerrand bestaat uit een erosiebestrijdingsstrook in de zin van artikel 56, § 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt deze minstens één maand gehandhaafd vanaf de vernietiging van het aangrenzende gewas. Indien het aansluitende gewas vóór 1 juli wordt geoogst, wordt de erosiebestrijdingsstrook ten minste tot en met 31 juli gehandhaafd.

In afwijking van lid 1, 4°, b), mag de vijver toegankelijk zijn voor het drenken van vee, op voorwaarde dat het voor dit doel toegankelijke gedeelte niet groter is dan 25% van de omtrek van de vijver.

In afwijking van lid 1, 5°, is het maaien van kruidachtige vegetatie voor voeding en begrazing toegestaan vanaf 1 april op het grasland bedoeld in artikel 11, § 1, 6°, en van 1 augustus tot en met 15 november op braakland, braakland met drachtplanten en akkerranden.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, zijn de vereisten van de basislijn uit hoofde van de relevante regels van de conditionaliteit in het kader van de milieuregeling "ecologische vermazing", zoals bepaald in deel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, de volgende:

1° GLMC 1 "algemene waarborg tegen omschakeling naar andere landbouwtoepassingen met het oog op het behoud van de koolstofvoorraad";

2° GLMC 2 "Bescherming van koolstofrijke bodems";

3° RBE 3 "Instandhouding van wilde vogels";

4° RBE 4 "Instandhouding van natuurlijke habitats en van de wilde fauna en flora";

5° GLMC 8 "Instandhouding van niet-productieve kenmerken en oppervlakte ter verbetering van de biodiversiteit op boerderijen";

6° GMLC 9 "Bescherming van habitats en soorten".

Afdeling 4. — Ecoregeling "onderhoud van grasland en vermindering van de veebezetting"

Art. 14. § 1. Een jaarlijkse steun, waarvan de bedragen als volgt worden vastgesteld, wordt toegekend voor de totale oppervlakte grasland van het bedrijf aan landbouwers die zich ertoe verbinden de specificaties bedoeld in artikel 17:

1° een basissteun van 40 euro per hectare;

2° een aanvullende steun per hectare, gebaseerd op de gemiddelde veebezetting per hectare voederareaal en als volgt vastgesteld:

a) 18 euro als de bezetting groter is dan 2,8 en kleiner dan of gelijk aan 3 GVE ;

b) 28 euro als de bezetting groter is dan 2,6 en kleiner dan of gelijk aan 2,8 GVE ;

c) 38 euro als de bezetting groter is dan 2,4 en kleiner dan of gelijk aan 2,6 GVE ;

d) 28 euro als de bezetting groter is dan 2,2 en kleiner dan of gelijk aan 2,4 GVE ;

e) 58 euro als de bezetting groter is dan 2,2 en kleiner dan of gelijk aan 2,2 GVE ;

f) 68 euro als de bezetting tussen 0,6 en 2 GVE ligt.

Met ingang van 1 januari 2025 wordt geen aanvullende steun meer verleend op grond van lid 1, 2°, a). Vanaf 1 januari 2027 wordt geen aanvullende steun verleend op grond van het eerste lid, 2°, b).

§ 2. Indien de gemiddelde veebezetting minder dan 0,6 GVE per hectare voederareaal bedraagt, worden de basissteun en de aanvullende steun, bedoeld in lid 1, 2°, f), slechts toegekend voor de oppervlakte grasland die nodig is om een veebezetting van 0,6 GVE per hectare te bereiken.

§ 3. De steun wordt niet verleend voor een areaal van minder dan één hectare, berekend op bedrijfsniveau.

Art. 15. Voor de toepassing van de artikelen 14, 16 en 17 wordt de gemiddelde veebezetting berekend overeenkomstig artikel 28 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen kunnen de in artikel 14, eerste lid, bedoelde bedragen worden aangepast binnen de volgende grenzen:

1° wat de basissteun betreft: tussen 36 en 80 euro;

2° wat de aanvullende steun betreft:

a) tussen 16 en 20 euro als de bezetting groter is dan 2,8 en kleiner dan of gelijk aan 3 GVE ;

b) tussen 25 en 31 euro als de bezetting groter is dan 2,6 en kleiner dan of gelijk aan 2,8 GVE ;

c) tussen 34 en 42 euro als de bezetting groter is dan 2,4 en kleiner dan of gelijk aan 2,6 GVE ;

d) tussen 43 en 53 euro als de bezetting groter is dan 2,2 en kleiner dan of gelijk aan 2,4 GVE ;

e) tussen 52 en 64 euro als de bezetting groter is dan 2 en kleiner dan of gelijk aan 2,2 GVE ;

f) tussen 61 en 75 euro als de bezetting tussen 0,6 en 2 GVE ligt.

Art. 17. De specificatie van de ecoregeling "onderhoud van grasland en vermindering van de veebezetting" bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° ten minste 80% van de gecumuleerde oppervlakte van de percelen die in het voorgaande jaar grasland waren, moet in het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend, in stand zijn gehouden;

2° met betrekking tot de aanvullende steun bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, is het gebruik van andere organische meststoffen of andere organische bodemverbeteraars dan die welke geproduceerd worden door de dieren die gebruikt worden voor de berekening van de veebezetting, op subsidiabel grasland verboden;

3° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op subsidiabel grasland;

4° met betrekking tot de aanvullende steun bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, is de aanwezigheid van dieren die niet voldoen aan de eisen bedoeld in artikel 28, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 op het subsidiabele grasland van het bedrijf verboden;

De volgende graslanden worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het percentage bedoeld in lid 1, 1°:

1° de graslanden waarop het verbod van artikel 47 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 van toepassing is;

2° de graslanden aangewezen als “prioritair open milieus” (UG 2), “weiland habitats van soorten” (UG 3), “extensieve stroken” (UG 4), “gebieden onder beschermingsstatuut” (UG temp 1) of “gebieden met openbaar beheer” (UG temp 2) in artikel 2, 2° tot 5°, 14° en 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

In afwijking van lid 1, 2° en 4°, is het gebruik van organische meststoffen of andere organische bodemverbeteraars dan die welke door de voor de veehouderij gebruikte dieren worden geproduceerd, toegestaan op daarvoor in aanmerking komende graslanden waarop geen minerale meststoffen worden gebruikt en op voorwaarde dat het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf, zoals gedefinieerd in boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, lager is dan of gelijk is aan 0,6.

Art. 18. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, zijn de vereisten van de basislijn uit hoofde van de relevante regels van de conditionaliteit in het kader van de milieuregeling “onderhoud van grasland en vermindering van de veebezetting”, zoals bepaald in deel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, de volgende:

1° GLMC 1 “algemene waarborg tegen omschakeling naar andere landbouwtoepassingen met het oog op het behoud van de koolstofvoorraad”;

2° GLMC 2 “Bescherming van koolstofrijke bodems”;

3° RBE 1 “Beheersing van diffuse bronnen van vervuiling door fosfaten”;

4° RBE 2 “Bescherming van water tegen verontreinigingen met nitraten uit agrarische bronnen”;

5° RBE 7 “Het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen”;

6° RBE 8 “Duurzaam gebruik van pesticiden”.

7° GMLC 9 “Bescherming van habitats en soorten”.

Afdeling 5. — Ecoregeling “vermindering van productiemiddelen”

Art. 19. § 1. Een jaarlijkse steun van 80 euro per hectare areaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die bouwland of blijvende teelten in cultuur brengen overeenkomstig de in artikel 20 bedoelde specificatie.

De steun wordt niet verleend voor percelen met blijvende teelten die met kerstbomen zijn beplant en percelen bouwland die zijn aangegeven als :

1° braakland ;

2° tijdelijk grasland;

3° grasland dat bestemd is om blijvend te worden;

4° gewas van klaver (*Trifolium* spp.), luzerne (*Medicago sativa*), hopklaver (*Medicago lupulina*), gewone rolklaver (*Lotus corniculatus*), esparcette (*Onobrychis viciifolia*) of wikke (*Vicia* spp.);

5° elk ander areaal dat bestaat uit gras of andere kruidachtige voedergewassen.

§ 2. De steun wordt niet verleend voor een totaal vastgelegd areaal van minder dan één hectare, berekend op bedrijfsniveau.

§ 3. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen kan het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde bedrag worden aangepast binnen de volgende grenzen:

1° minimum 16 euro minimum per hectare;

2° maximum 150 euro per hectare.

Art. 20. Op elk onder de verbintenis vallend perceel bouwland of blijvende teelten verbindt de landbouwer zich ertoe geen van de in bijlage 2 genoemde producten te gebruiken.

Het gaat vooral om moleculen die van invloed zijn op de toestand van de waterlichamen.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, zijn de vereisten van de basislijn uit hoofde van de relevante regels van de conditionaliteit in het kader van de ecoregeling “langdurige bodembedekking”, zoals bepaald in deel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, de volgende:

1° GLMC 4 “Bescherming van waterlopen tegen vervuiling en afvloeiing”;

2° RBE 7 “Het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen”;

3° RBE 8 “Duurzaam gebruik van pesticiden”.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepaling

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Namen, 23 februari 2023.

Bijlage 1. Omrekenings- en bonuscoëfficiënten voor de bepaling van het milieureaal

Elementen	Omrekeningscoëfficiënten	Wegingscoëfficiënt	Areaal	Bonuscoëfficiënten
Braakland (per vierkante meter)	Niet van toepassing	1	1 m ²	Niet van toepassing
Braakland met drachtplanten (per vierkante meter)	Niet van toepassing	1,5		2
Landschapselementen:				
Heggen en bomen in rij (per strekkende meter)	5	2	10 m ²	2
Geïsoleerde bomen (per boom)	20	1,5	30 m ²	2
Dichtstbijzijnde bomen (per boom)	20	1,5	30 m ²	2
Bosjes (per vierkante meter)	Niet van toepassing	1,5	1,5 m ²	2
Vijvers (per vijver)	400	15	6000 m ²	2
Geïsoleerde struiken en heesters (per heester of struik)	5	2	10 m ²	2
Akkerranden (per vierkante meter)	Niet van toepassing	1,5	1,5 m ²	Niet van toepassing
Blijvend grasland aangewezen als "verbindingsweiden" (UG 5) (per vierkante meter)	Niet van toepassing	0,4	0,4 m ²	Niet van toepassing

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de ecoregelingen.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage 2. Producten die onder de ecoregeling "vermindering van productiemiddelen" verboden zijn

- 1° Aclonifen ;
- 2° Benzovindiflupyr ;
- 3° Bifenox ;
- 4° Bromuconazool ;
- 5° Chloortoluron ;
- 6° Cypermethrin (met uitzondering van koolzaad in 2023)
- 7° Cyprodinil ;
- 8° Difenoconazole ;
- 9° Diflufenican ;
- 10° Dimoxystrobin ;
- 11° Emamectin benzoaat ;
- 12° Esfenvalerate ;
- 13° Etoxazole ;
- 14° Fludioxonil ;
- 15° Flufenacet ;
- 16° Fluopicolide ;
- 17° Gamma-cyhalothrin ;
- 18° Koperhydroxide ;
- 19 Imazamox ;
- 20° Ipconazole ;
- 21° Lambda-cyhalothrin ;
- 22° Lenacil ;
- 23° MCPA ;
- 24° Metam (kalium en natrium) ;
- 25° Metazachloor (met uitzondering van koolzaad in 2023)
- 26° Metconazool ;
- 27 Methoxyfenozide ;

- 28° Metribuzin ;
- 29° Metsulfuron-methyl ;
- 30° Nicosulfuron ;
- 31° Oxamyl ;
- 32° Koperoxychloride ;
- 33° Paclbutrazol ;
- 34° Pendimethalin ;
- 35° Pirimicarb ;
- 36° Prochloraz ;
- 37° Propyzamide ;
- 38° Prosulfuron ;
- 39° S-Metolachloor ;
- 40° Sulcotrione ;
- 41° Tebuconazool ;
- 42° Tebufenpyrad ;
- 43° Tembotrione ;
- 44° Terbuthylazine ;
- 45° Triallaat ;
- 46° Ziram.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de ecoregelingen.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42744]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 4^o, et D. 251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique, les articles 8, 11, 15 et 18, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Groupes de cultures*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique, les groupes de cultures admissibles sont les suivants :

1^o le groupe de cultures « prairies », comprenant les éléments suivants :

- a) les prairies permanentes ;
- b) les prairies temporaires. ;

2^o le groupe de cultures « cultures fourragères », comprenant les éléments suivants :

- a) les céréales, implantées en mélange avec des légumineuses ou des protéagineux, à condition que les céréales soient prédominantes ;
- b) le maïs ensilage ;
- c) le maïs grain ;
- d) les légumineuses fourragères, implantées en culture pure ou en mélange avec d'autres espèces, à condition que les légumineuses soient prédominantes ;
- e) les parcours pour porcins ;